
Ouganda : la déforestation, la corruption et la fausse solution des plantations

Le délégué du Ministère des forêts, Deo Byarugaba, a dit qu'une étude récente menée par ce service a révélé que des milliers d'hectares carrés de forêt ont été détruits par la coupe non sélective et la production de charbon.

En raison du rythme alarmant de la déforestation, et du scandale provoqué par le fait que la plupart des véhicules qui transportaient le bois étaient escortés par l'armée et la police, le président Yoweri Museveni a nommé le capitaine James Okello à la tête de l'Unité de supervision des produits forestiers (en anglais FPMU), chargée d'appuyer le personnel forestier du Ministère des terres, de l'eau et de l'environnement. La prompt intervention de la FPMU a révélé depuis que des fonctionnaires forestiers, des membres des conseils municipaux et de la police, des parlementaires, des dirigeants populaires et des employés de l'Organisation de la sécurité intérieure étaient également impliqués dans ce trafic.

Parmi les hauts fonctionnaires du gouvernement dont les véhicules ou le personnel ont été mentionnés au sujet du commerce de bois et de charbon, figuraient le ministre de l'Énergie et du développement minier, Syda Bbumba, et la ministre de la Justice et des affaires constitutionnelles, Janat Mukwaya.

Les autorités militaires qui ont récemment été impliquées – directement ou par l'implication de leur personnel ou de leurs véhicules – sont le commandant de la Brigade motorisée UP-DF, colonel Samuel Kawagga, et le lieutenant colonel Kagezi, assistant du commandant de la Force de réserve, lieutenant général Salim Saleh.

Les fonctionnaires forestiers ont manifesté que le district qui enregistre le taux de destruction forestière le plus élevé est celui de Mukono, et il a été établi que la plupart des grumes qui y sont stockées ont été illégalement acquises. D'après les renseignements obtenus, la FPMU aurait eu des difficultés à arrêter les trafiquants en bois illégal de Mukono, car certains d'entre eux ont prétexté que c'étaient les autorités gouvernementales qui les encourageaient à continuer ce commerce.

Or, la solution que propose Byarugaba est aussi préoccupante que le problème lui-même : « La solution est de favoriser la plantation d'arbres. Notre ministère cherche des investisseurs pour planter des arbres commercialisables. Nous allouons des terres à des investisseurs potentiels qui s'intéressent à planter des arbres et à les couper pour les vendre », a-t-il déclaré.

Byarugaba semble ignorer l'expérience existante concernant les conséquences des plantations d'arbres. Les projets norvégiens de plantations comme puits de carbone – qui ont démarré en Ouganda en 1996 – ont entraîné le déménagement forcé de centaines de paysans, pour faire de la place aux monocultures d'arbres. L'un de ces projets a consisté à couvrir de pins et d'eucalyptus une surface de 80 000 à 100 000 hectares (cf. Bulletin N° 35 du WRM).

Dans ce contexte, les déclarations du délégué ministériel Byarugaba semblent destinées à préparer

le terrain pour qu'il y ait davantage d'investissements étrangers dans le secteur des plantations forestières. Or, les monocultures d'arbres ne vont pas résoudre les problèmes existants ; bien au contraire, elles provoqueront de nouveaux impacts sur les forêts, l'eau, les sols, la biodiversité et les gens. Il est donc absurde de les présenter comme une solution au problème de la déforestation qui, lui, est bien réel. Pour quelle raison Byarugaba le fait-il donc?

Article basé sur des informations obtenues dans : « Ministers, army bosses named in timber scam », Emmy Allio et Felix Osike, *The New Vision* (Kampala), 25 août 2003, <http://allafrica.com/stories/200308250672.html>